

# OPERATION DE REAMENAGEMENT DU SERVICE SGC DU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA VILLE DE CERET

12 Rue Gaston-Cardonne - 66400 Céret Cedex Pyrénées-Orientales

## MAITRISE D'OUVRAGE

Maitre d'Ouvrage



DDFIP DES PYRENEES ORIENTALES  
1, Square Aragon - 66000 PERPIGNAN

## MAITRISE D'OEUVRE

Mandataire



BET FERRER  
128 avenue du Marquisat  
31170 TOURNEFEUILLE  
T. 05 34 51 48 48

## BUREAU DE CONTROLE

## S.P.S.



SOCOTEC  
Agence Construction Perpignan  
140 rue James Watt Zone Technosud  
66100 PERPIGNAN



BUREAU VERITAS  
Les bureaux du parc – Allée de Barcelone  
– Bât C  
66350 TOULOUGES

## CCTP - LOT-1 - DESAMIANPAGE

AVP

PRO

DCE

DET

Indice

Date

Observations

0

Juil 2025

Rédaction du document

## SOMMAIRE

<b>GENERALITES</b>	<b>3</b>
PREAMBULE .....	3
OBJET 3	
ETENDU DES TRAVAUX .....	3
PIECES ET DOCUMENTS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE.....	4
LIAISONS AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT .....	4
CHIFFRAGE .....	4
VERIFICATION .....	4
RECEPTION.....	4
NETTOYAGE.....	5
PROTECTIONS DES OUVRAGES .....	5
<b>PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....	5
PRESCRIPTION TECHNIQUES REGLEMENTAIRES ; EXECUTION DES TRAVAUX .....	6
<b>DESCRIPTION DES TRAVAUX – DESAMIANPAGE</b>	<b>10</b>
PRESENCE AVEREE D'AMIANTE .....	10
EXIGENCES PARTICULIERES.....	10
INTERVENTION DE DEPOSE & D'EVACUATION.....	10
INSTALLATION DE CHANTIER .....	10
TRANSPORT ET TRAITEMENT.....	10
ANALYSE.....	10
PRESTATIONS DIVERSES.....	10

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos 1009	Phase PRO	Document CCTP	Date initiale Juillet 2025	Ind. 0	Modifié le -	Page 2/10 Rédacteur : Julien FERRER
---	-------------	--------------	------------------	-------------------------------	-----------	-----------------	---

## GENERALITES

### Préambule

L'entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance du CCTP ainsi que des prestations des autres corps d'état en relation avec ses travaux afin d'avoir une parfaite connaissance du dossier et de toutes les interactions inter-lots.

### Objet

Ce présent document détaille les prestations envisagées de « Désamiantage » pour les travaux de réaménagement du service SGC du Centre de Finances Publiques de Céret.

### Etendu des Travaux

Tous les travaux devront être :

- Prévus et Exécutés conformément aux règles de l'Art
- Chiffrés dans la proposition de prix forfaitaire

L'entreprise aura à sa charge : la fourniture de la totalité de main-d'œuvre, des matériaux, des accessoires, du transport et toutes les suggestions non explicitement mentionnées mais strictement nécessaires pour mener à bien jusqu'à l'achèvement complet et en stricte conformité avec les présentes spécifications et les indications des plans applicables, la fourniture et la pose de tous les ouvrages nécessaires décrits ou non.

Dans son offre de prix, l'entreprise est réputée :

- s'être rendue sur les lieux où doivent être réalisés les travaux
- avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- avoir pris parfaite connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc. ..., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Elle aura pris parfaite connaissance des matériaux contenant de l'amiante existants, notamment :

- leur accessibilité pour la réalisation des travaux
- leur état de dégradation
- les travaux annexes nécessaires pour le traitement de ces ouvrages
- la disposition des locaux en ce qui concerne les possibilités de confinement et éventuellement de mise en dépression.
- les équipements et matériels existants dans les locaux, à déplacer ou à laisser en place, et tous autres éléments pouvant amener des contraintes lors de l'exécution des travaux.

En résumé, l'entreprise est réputée avoir connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais. Par cette approche préalable de reconnaissance, l'entreprise est avertie de la nature des bâtiments. Toutes précautions adéquates seront anticipées en conséquence par l'entreprise et de sa propre initiative pour cette démarche. Tous les travaux seront à réaliser dans les conditions fixées par la Réglementation en vigueur.

L'entrepreneur durant son étude de prix pourra poser au Maître d'œuvre toutes les questions qu'il jugera utiles pour la bonne compréhension des documents du dossier : plans, pièces écrites, prescriptions techniques et présenter toutes les observations et les sujétions judicieuses quant aux dispositions du projet et aux solutions techniques retenues.

Le fait de soumissionner constitue un engagement technique et financier de l'entreprise dans la cadre du respect de toutes les dispositions particulières du projet et du site sur lequel seront effectués les travaux.

Il ne pourra s'en prévaloir pour ne pas avoir proposé ou prévu dans le prix de caractère global et forfaitaire tous dispositifs, appareils ou accessoires non mentionnés ici, mais nécessaires ou susceptibles de renforcer la sécurité, faciliter l'entretien d'exploitation ou améliorer le fonctionnement.

#### Les obligations sur lesquelles l'entreprise s'engage comprendront

- La reconnaissance des mitoyennetés, servitudes, limites d'héberges, limites de propriétés, réseaux divers pouvant affecter le bâtiment ou son périmètre immédiat
- Toutes les démarches d'autorisation se rattachant directement ou indirectement aux travaux et prestations du présent lot, en particulier occupation du domaine public affectant ou modifiant la circulation ou la destination des abords, dépose ou modification de réseaux, etc. ...
- Toutes démarches relatives à la sécurité des biens et des personnes tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers, voisins et mitoyens. A ce titre, l'entreprise respectera en particulier les obligations qui lui incombent au titre du Décret du 26/12/1994 en matière de Coordination Sécurité dans le cadre du Code du Travail

NB : l'entrepreneur prendra toutes mesures préliminaires utiles, pour que la visite d'approche et de reconnaissance des lieux puisse se faire en toute sécurité, pour lui-même et ses collaborateurs lors de l'étude du dossier

#### Avant d'entreprendre les travaux, l'entreprise devra

- Prévenir pour information les mitoyens, des travaux qu'elle exécutera et des dispositions qu'elle compte prendre pour atténuer au mieux les nuisances conséquentes au chantier

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos 1009	Phase PRO	Document CCTP	Date initiale Juillet 2025	Ind. 0	Modifié le -	Page 3/10 Rédacteur : Julien FERRER
---	-------------	--------------	------------------	-------------------------------	-----------	-----------------	---

- Fournir les attestations d'assurances requises au Maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre. Ces assurances devront couvrir en particulier l'intégralité des risques pouvant résulter des diverses interventions de l'entreprise.
- Fournir les certificats de qualification relatifs aux travaux de retrait ou traitement de matériaux amiantés. L'attention de celle-ci est attirée sur le fait que sa responsabilité est totalement engagée pour toutes les nuisances et dégradations sur les existants appartenant aux tiers.
- S'enquérir que les autorisations de ces travaux (permis de démolir, etc. ...) ont bien été obtenues et que les délais de recours des tiers ont bien été purgés
- Obtenir l'accord préalable sans réserve du Coordinateur SPS et de la Maîtrise d'œuvre sur les travaux et modes opératoires envisagés sur la base du plan de retrait.
- Etablir tous les documents nécessaires au démarrage des travaux et en particulier pour le désamiantage : Déclaration d'Ouverture de Chantier, Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé, Plan de retrait ou de démolition

#### Pendant les travaux, l'entreprise s'engage à

- Maintenir en bon état de visibilité et de lisibilité les affichages réglementaires relatifs aux autorisations administratives et autres démarches réglementaires (arrêté de permis, déclaration préalable, droits de voirie, signalisation spécifique aux chantiers amiante, etc. ...)
- Maintenir, pendant la durée des travaux, le chantier clos et fermé et assurer les dispositions relatives à la sécurité
- Maintenir en bon état de propreté, outre les abords du chantier, les voies publiques empruntées par ses engins et ses véhicules. L'entreprise devra l'ébouage de la chaussée et son nettoyage à tout moment si nécessaire. Elle prévoira le décroûtage et le nettoyage de ses engins et camions avant leur circulation sur la voie publique.
- Maintenir en bon état bordures, trottoirs, bornes, tampons et autres équipements urbains. L'entreprise devra la réparation à ses frais de tous les éléments détériorés au cours de sa période d'intervention sur le chantier
- Renseigner les différents registres obligatoires : registre des observations et des mises en demeure de l'inspection du travail, registre d'observation des délégués du personnel, registre de sécurité ; et des registres obligatoires spécifiques aux chantiers amiante : registre d'empoussièrement, registre de suivi du chantier).

## Pièces et documents à remettre par l'Entreprise

L'entreprise devra fournir

#### AVANT LE TEMPS D'EXECUTION

Prestation(s) éventuellement sous-traitée(s) + Dossier complet 3 semaines avant début d'intervention  
Méthodologie envisagée pour les protections spécifiques puis évacuation et traitement des déchets amiantés  
Fiches d'intervention détaillées par tâches et Besoins en "limites de Prestations"  
Lors des études EXE ; Elaboration du dossier administratif réglementaire

#### AU MOMENT DE LA RECEPTION DES TRAVAUX

Au terme des Travaux, l'Entreprise devra la Fourniture tous les documents relatifs aux interventions et remise à dispositions des lieux ainsi que ceux relatifs au traitement des déchets dans les filières spécialisées

## Liaisons avec les autres corps d'état

Lors de l'établissement de son devis, l'entreprise devra prendre connaissance des dossiers techniques des autres corps d'état, afin d'évaluer les incidences éventuelles sur ses prestations.

Il devra également prendre en compte le tableau synthétique des "Limites de Prestations" fourni au DCE.

L'installateur sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission ou d'omission, l'Entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleraient, tant sur ses travaux, que ceux des autres Lot.

Toutes modifications de nature à remettre en cause les travaux dus par les autres corps d'état et occasionnées par le titulaire du présent lot seront entièrement à sa charge, sans incidence financière et sans restriction ni réserve.

DANS TOUS LES CAS, L'ENTREPRENEUR AURA A SA CHARGE

- Toutes dispositions spécifiques nécessaires pour tenir compte des contraintes particulières liées au Phasage

## Chiffrage

L'entrepreneur devra obligatoirement chiffrer les Tranches détaillées dans ce document.

## Vérification

La vérification sera effectuée par le Maître d'œuvre ou son représentant qualifié et portera sur la conformité des installations aux pièces et documents du marché.

Lors des essais de bon fonctionnement contradictoires, l'entreprise devra la mise à disposition de tous les appareils de mesure et tous les équipements d'accessibilités demandés par le Maître d'œuvre.

## Réception

A la fin des travaux du présent lot, une réception contradictoire aura lieu en présence d'un représentant du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos 1009	Phase PRO	Document CCTP	Date initiale Juillet 2025	Ind. 0	Modifié le -	Page 4/10 Rédacteur : Julien FERRER
---	-------------	--------------	------------------	-------------------------------	-----------	-----------------	---

## Nettoyage

Avant la réception de son installation, tous les ouvrages du présent lot seront correctement nettoyés.

L'Entrepreneur surveillera et assurera lui-même un nettoyage régulier de ces installations dont il est responsable.

## Protections des Ouvrages

L'Entrepreneur sera responsable jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages.

A cet effet, il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les dégradations. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés.

# PRESCRIPTIONS GENERALES

## SPECIFICATIONS TECHNIQUES

L'Entrepreneur devra dans l'exécution de ses prestations se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques en vigueur à la date des travaux et plus particulièrement de ceux énumérés ci-après :

- Code de la santé publique, articles L1334-13 ; R1334.14 à 1334-29 et R1337-2 à 1337-5.
- Décret n°77-974 du 19 août 1977, article 5 n°A annexé du 17 octobre 1977.
- Annexe de l'arrêté du 25 août 1977, relatif au contrôle de l'empoussièrlement dans les établissements où le personnel est exposé à l'amiante.
- Arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire.
- Décret 88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante.
- Décret 96-97 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante.
- Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail.
- Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante ciment générés lors de travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiantés retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks.
- Arrêté du 26 décembre 1997 portant homologation de référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable.
- Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrlement dans les immeubles bâtis.
- Circulaire conjointe DGS/VS3, DGHUC/QC/1, DPPP/BGTD 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Circulaire DRT du 5 novembre 1998 concernant les modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux conditions d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration des poussières d'amiante des immeubles bâtis.
- Décret 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret 96-97 du 7 février 1997 relatif la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié.
- Arrêté du 22 août 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et des produits contenant de l'amiante en application du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié.
- Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail.
- Circulaire UHC/QC2 n°2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes
- Arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation et à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret 2005-635.
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certifications des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers.
- Code du travail, du 1er mai 2008, articles R4412-1 à 4412-148 ; R4422-15 et 4422-16 ; R4422-26 et 4422-27.

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos	Phase	Document	Date initiale	Ind.	Modifié le	Page 5/10
	1009	PRO	CCTP	Juillet 2025	0	-	Rédacteur : Julien FERRER

## PRESCRIPTION TECHNIQUES REGLEMENTAIRES ; EXECUTION DES TRAVAUX

### Définition des matériaux friables et non friables

Les matériaux friables sont des matériaux ou produits susceptibles d'émettre des fibres d'amiante sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air. Peuvent être considérés comme matériaux friables :

- ~ Calorifugeage
- ~ Flocage
- ~ Bourre d'amiante en vrac
- ~ Carton d'amiante
- ~ Tresse, bourrelets et textiles en amiante
- ~ Enduit, plâtre amianté et mortier de faible densité, inférieure à 1
- ~ Feutre amiante
- ~ Filtres à air, gaz et liquide

Les matériaux non-friables sont des matériaux ou produits contenant de l'amiante, liés ou fortement liés qui ne sont pas susceptibles de libérer des fibres même sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air. Peuvent être considérés comme matériaux non friables :

- ~ Joints plats
- ~ Amiante-ciment
- ~ Vinyle amiante
- ~ Produits d'étanchéité
- ~ Matières plastiques
- ~ Colles, mastics, enduits et mortiers de densité supérieure ou égale à 1, mousses chargées de fibres
- ~ Revêtements routiers
- ~ Eléments de friction

Dès lors que les matériaux amiantés sont situés à l'intérieur du bâtiment, ils seront considérés comme matériaux non-friables à risque particulier.

### Qualifications

L'entreprise devra présenter la ou les qualification(s) requise(s) spécifique(s) à la nature des prestations réalisées ou sous-traitées. En particulier :

- Travaux de confinement ou de retrait de matériaux friables contenant de l'amiante : Qualibat 1513 ou Afaq-Afnor AAI/J/9123, selon la norme NFX46-010.
- Travaux de confinement ou de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante à risque particulier : Qualibat 1512 ou Afaq-Afnor AAI/J/9407, selon l'arrêté de 2012.

### Démarches et autorisations

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer toutes les démarches nécessaires et de déposer toutes les demandes auprès des différents organismes et services concernés (DROC, PPSPS).

En particulier, l'entreprise est tenue d'établir un plan de retrait, préalablement à tous travaux sur des matériaux contenant de l'amiante.

Il doit comporter obligatoirement les éléments suivants :

- ~ Nature et la durée probable des travaux
- ~ Lieu des travaux
- ~ Méthodologie envisagée
- ~ Caractéristiques des protections et des moyens de décontamination
- ~ Fréquence et les modalités des contrôles

Le plan de retrait est soumis à l'avis du médecin du travail et du CHSCT puis transmis au minimum 1 mois avant le début des travaux à l'inspection du travail, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et à l'OPPBTB.

L'entreprise devra justifier du suivi médical spécifique de ses salariés. Les certificats médicaux des salariés impliqués préciseront que ceux-ci ne présenteront aucune contre-indication à la réalisation de travaux de retrait de matériaux amiantés.

L'entreprise devra également avant les travaux, produire un certificat d'acceptation préalable des déchets par une installation autorisée, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Évaluation des risques

Les résultats de l'évaluation des risques permettent de définir le niveau de confinement et de protection nécessaire.

Cette évaluation doit tenir compte du matériau dans lequel l'amiante est plus ou moins lié, mais aussi de la technique de travail utilisée. Il en est ainsi tout particulièrement pour le revêtement de sol en vinyle amiante et leur colle.

L'entreprise doit pouvoir communiquer les éléments de cette évaluation pour justifier du niveau de protection choisi.

Les niveaux de protection souhaités par la maîtrise d'œuvre sont indiqués pour chaque type de travaux dans le titre 3 du présent CCTP.

Les risques pour le travailleur dépendent de l'intensité et de la durée de l'exposition.

Les protections tant au niveau collectif qu'individuel doivent s'adapter au risque d'empoussièrement. La mesure des concentrations en fibres d'amiantes dans l'environnement et au niveau des voies respiratoires de l'opérateur permet de définir le niveau des protections :

- ~ C.env et C.local < 100 fibres/L : les précautions de bases sont nécessaires.
- ~ C.env < 100 fibres/L et C.local > 100 fibres/L : les opérateurs doivent porter des EPI performantes.

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos 1009	Phase PRO	Document CCTP	Date initiale Juillet 2025	Ind. 0	Modifié le -	Page 6/10 Rédacteur : Julien FERRER
---	-------------	--------------	------------------	-------------------------------	-----------	-----------------	---

~ C.env et C.local > 100 fibres/L : en plus des EPI, le local doit être confiné et mis en dépression.

#### Protections individuelles

Le niveau de protection individuelle dépend de l'évaluation des risques qui a été faite.

La fourniture et le port de vêtements de travail complets et étanches, jetables ou décontaminables, et d'appareils de protection respiratoire, sont obligatoires.

Les vêtements sont constitués d'une combinaison de type 5 comportant une capuche, fermée de façon étanche au cou, aux chevilles et aux poignets, de gants jetables et de surbottes.

Les protections respiratoires comportent un filtre étanche aux aérosols de type P3 et peuvent être plus ou moins performantes avec filtration simple, ventilation assistée ou adduction d'air.

L'arrêté du 13 décembre 1996 relatif à la surveillance médicale, conseille une durée du port des EPI <à 2h30 consécutif

Dans le cas de travaux en extérieur ou avec faible risque d'empoussièrement un demi-masque P3 pourra être suffisant.

#### Préparation du chantier avant son confinement

##### *Evacuation des locaux*

Tous les composants, équipements ou parties d'équipement dont la présence risque de nuire au déroulement du chantier, ou qui ne sont pas décontaminables doivent être évacués.

Cette évacuation ne doit pas être l'occasion d'une dispersion de fibres d'amiante.

##### *Mise hors tension*

Tous équipements et circuits électriques se trouvant dans la zone de travail, ou à proximité, doivent être mis hors tension

L'objectif est de faire un traitement à l'humide. Le traitement à sec n'est admissible que si la mise hors tension ou l'isolement des circuits et équipements électriques ne sont pas possibles.

La nécessité d'installer une dérivation électrique, pour ne pas mettre hors tension l'ensemble d'un bâtiment, ne justifie pas l'utilisation du traitement à sec.

##### *Dépollution*

Toutes les surfaces et tous les équipements du local doivent être aspirés, avec un matériel d'aspiration adapté (filtration, étanchéité et conditionnement des poussières) comportant un dispositif de filtration absolue. Elles doivent ensuite être douchées ou le cas échéant essuyées au moyen d'un chiffon humide.

*Nota* : Lorsque les mesures d'empoussièrement de l'ambiance de la pièce révèlent une concentration supérieure à 100 fibres/L, tout équipement présent dans la pièce sera considéré comme contaminé et devra être décontaminé. Lorsqu'il est impossible de décontaminer un élément (matières textiles ou bois, moteurs indémontables ...), celui-ci doit être traité comme un déchet amiante.

##### *Confinement*

Lorsque la zone à traiter doit être confinée, les dispositifs de ventilation, climatisation ou autre, permettant un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone, doivent être neutralisés, et les ouvertures doivent être obstruées.

Le confinement proprement dit est ensuite réalisé par construction d'une enveloppe étanche à l'air et à l'eau autour des éléments de constructions, structures ou équipements à traiter, y compris le sol ou le plafond selon la localisation de l'amiante.

Un tunnel comportant 5 sas doit être la seule voie d'accès depuis l'extérieur vers la zone à traiter.

Les 5 sas servent à la décontamination des intervenants et des différents équipements.

Dans le cas de protections jetables, de non-décontamination du matériel ou d'impossibilité de réaliser 5 sas, il pourra être mis en œuvre un sas à 3 compartiments. Tout objet sortant du confinement devra donc obligatoirement sortir par le sas déchet emballé dans un double sac étanche portant l'étiquette amiante normalisée et évacué avec les déchets ou stocké pour être réutilisé dans un confinement.

La mise en dépression du confinement dépendra du taux d'empoussièrement. Si la mesure empoussièrement au niveau des voies respiratoires de l'opérateur dépasse 100 fibres/L, le confinement devra être mis en dépression.

Les extracteurs sont au nombre de 2 au minimum et comportent des filtres très haute efficacité. Ils devront fonctionner en permanence tout au long de la durée du chantier. Le taux de renouvellement d'air dans le confinement sera au minimum de 4 x le volume de la pièce.

La dépression doit être testée par générateur de fumée avant toute entrée en zone confinée pour vérifier l'efficacité de la mise en dépression et déceler les zones mal ventilées.

Dans le cas d'amiante friable, le confinement dynamique (avec dépression) est obligatoire.

Dans le cas d'amiante non-friable, selon l'empoussièrement attendu, le confinement peut être limité localement pour simplement empêcher l'émission de fibres d'amiante vers l'extérieur de la zone traitée, ou au contraire être aussi poussé que dans le cas de matériaux friables. Si l'amiante contenue dans les éléments à traiter est fortement liée, le confinement n'est pas exigé, à condition que le procédé utilisé et l'état de dégradation ne produisent pas d'émission de fibres (démontage par déconstruction et non démolition).

Dans le cas de travaux extérieur, aucun confinement ne sera exigé, sauf cas particulier précisé au titre 3 du CCTP. En tout état de cause, l'entreprise se doit de mettre en œuvre toutes les moyens nécessaires à la protection de ses employés.

#### Techniques de travail

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos	Phase	Document	Date initiale	Ind.	Modifié le	Page 7/10
	1009	PRO	CCTP	Juillet 2025	0	-	Rédacteur : Julien FERRER

Afin de limiter au maximum l'émission de poussières, il faudra travailler le plus possible au mouillé et les déchets doivent être captés, au fur et à mesure de leur formation, au plus près de la source.

Les matériaux contenant de l'amiante seront mouillés au moyen d'une solution aqueuse additionnée d'un agent mouillant non moussant. La méthode d'imprégnation sera adaptée au produit :

~ Pulvérisation pneumatique pour une action en surface ou pour des matériaux minces et poreux

~ Injection par aiguilles à faible pression pour les matériaux plus épais ou comportant une surface imperméable

Les matériaux devront être saturés d'eau sans être détrempés. Les opérations de retrait ne pourront être effectuées qu'après appréciation visuelle du taux de saturation. Il pourra être nécessaire de renouveler l'opération en cours de retrait afin de ne travailler que sur un matériau humide.

L'enlèvement de matériaux amiantés à sec ne sera toléré qu'en cas de risque électrique.

Pendant l'exécution des travaux, il doit être procédé périodiquement à une pulvérisation d'eau ou à toute autre méthode d'abattage ou de filtration permettant la sédimentation des poussières en suspension dans l'air.

Lorsque le retrait nécessite l'utilisation de matériel émettant des poussières ou lorsqu'il est impossible d'imprégner la totalité du matériau, des techniques d'aspiration à la source avec filtre très haute efficacité seront mises en place.

L'utilisation d'outils rotatifs à vitesse rapide est à proscrire. De même, les techniques de sablage sont très fortement déconseillées.

L'utilisation d'appareils rotatifs à vitesse lente avec aspiration à la source ou à adduction d'eau seront privilégiés.

#### Surveillance de l'opération

Tout au long du travail effectué une surveillance doit être réalisée.

Elle porte sur l'étanchéité du confinement et des appareils de protection, sur les rejets en air et eau, et sur l'atmosphère.

La fréquence des opérations de surveillance doit être établie, au préalable, par le plan de retrait.

Le registre doit comporter tous les éléments et résultats de la surveillance, notamment les analyses effectuées dans le compartiment où les personnes enlèvent les protections respiratoires, le nombre de vérifications effectuées et le nombre de changements de pré filtres et de filtres absolus ainsi que des protections individuelles et collectives.

#### Sécurité générale du chantier

En cas de chantier complexe, il est important que le chef de chantier veille à la signalisation à l'intérieur de la zone confinée.

En cas de malaise ou d'accident corporel, il faut prévoir l'évacuation de la victime hors de la zone contaminée au plus vite, selon des procédures établies à l'avance pour chaque chantier en liaison avec le médecin du travail et avec le service de secours d'urgence. La présence sur le chantier d'au moins un secouriste est préconisée.

Il est recommandé de prévoir une liaison phonique entre l'intérieur de la zone confinée et l'extérieur du chantier.

#### Évacuation des déchets

Les déchets contaminés générés par le chantier sont les suivants :

~ Produits amiantés

~ Matériel de protection des salariés (tenue, cartouches des masques respiratoires)

~ Boues et cartouches liés à la filtration des eaux de lavage

~ Préfiltres placés dans les extracteurs d'air

~ Films polyane utilisés pour la réalisation des confinements

La présence de déchets d'amiante sur le chantier ne sera autorisée que de façon transitoire.

Ces déchets devront être placés sous double enveloppe, le sac extérieur portant l'étiquette normalisée amiante.

L'envoi des déchets vers le lieu de traitement s'accompagnera de l'émission d'un bordereau de suivi des déchets. Le transport des produits amiantés est soumis à la réglementation relative au transport des matières dangereuses. De plus, l'arrêté du 5 décembre 2002 fixe les prescriptions applicables à ce type de déchet.

L'élimination des déchets contenant de l'amiante se fera comme indiqué dans l'annexe II de l'arrêté du 22 août 2002, relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique amiante. L'entreprise devra respecter les modes d'élimination prescrits dans les textes réglementaires en fonction de leur nature :

~ Amiante libre (friable, matériel, débris ...) : évacuation en Centre de Stockage de Déchets

Ultimes de classe 1 ou inertage par vitrification.

- Amiante lié . dangereux (peinture ...) : évacuation en CSDU de classe 1

Non dangereux (vinyle amiante ...) : évacuation en CSDU de classe 2

Inerte (amiante ciment ...) : évacuation en CSDU de classe 3

Tout matériel entré en zone confinée devra être traité par décontamination si possible (aspiration et douche ou essuyage avec chiffon humide) ou sorti du confinement par le sas déchet avec double ensachage étanche. Le matériel non décontaminable sera soit évacué comme un déchet amianté soit conservé en lieu sûr dans le double emballage étanche et réutilisé ultérieurement en zone confinée uniquement.

#### Restitution des locaux traités

Que les matériaux retirés ou confinés soient friables ou non, la restitution des locaux ou zones traitées pour retour à son utilisation doit se faire dans des conditions sûres pour les occupants ou utilisateurs ultérieurs.

L'entreprise qui a effectué l'opération de retrait ou de confinement doit procéder à une aspiration des surfaces avec filtre THE, puis à un surfacage des surfaces et une nébulisation de l'atmosphère pour abattre les poussières. Il faut ensuite laisser reposer le chantier pendant 24H puis surfacer de nouveau le sol.

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos 1009	Phase PRO	Document CCCTP	Date initiale Juillet 2025	Ind. 0	Modifié le -	Page 8/10 Rédacteur : Julien FERRER
---	-------------	--------------	-------------------	-------------------------------	-----------	-----------------	---



Un examen visuel des surfaces traitées avant démantèlement du confinement doit être réalisé par un agent qualifié et indépendant.

La première enveloppe du confinement est enlevée, puis un échantillon d'air est analysé. Le résultat du contrôle doit donner une concentration en fibres inférieure à 5 fibres/L. si cet objectif n'est pas atteint, un nouveau nettoyage doit être envisagé. Le confinement peut ensuite être démantelé. Tout ce qui ne peut pas être décontaminé est considéré comme un déchet amiante.

Après démontage du confinement, un dernier prélèvement est effectué. La restitution du local ne se fera que pour une concentration inférieure à 5 fibres/L.

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : <a href="mailto:contact@betferrer.fr">contact@betferrer.fr</a>	Dos	Phase	Document	Date initiale	Ind.	Modifié le	Page 9/10
	1009	PRO	CCTP	Juillet 2025	0	-	Rédacteur : Julien FERRER

## DESCRIPTION DES TRAVAUX – DESAMIANPAGE

### PRESENCE AVEREE D'AMIANTE

Le site, objet des présents travaux, a fait l'objet d'un repérage précis sur la présence d'amiante (rapport annexé au dossier de consultation).

Ce rapport révèle la présence de matériaux amiantés dans la zone de travaux, dont les produits suivants :

- Revêtement de sol (sous couche)

### EXIGENCES PARTICULIERES

Les travaux de désamiantage étant effectués au sein d'un bâtiment en activité, il sera accordé une importance particulière au balisage et confinement des zones en cours de désamiantage, aux vibrations et aux bruits occasionnés par les travaux.

L'entreprise devra soumettre son plan de retrait au maître d'œuvre pendant la phase de préparation.

### INTERVENTION DE DEPOSE & D'EVACUATION

Dans le cadre de la dépose des matériaux amiantés répertoriés, l'entreprise remettra avec son offre de prix la méthodologie associée la plus adaptée, celle-ci devant être en adéquation avec les délais prévus au planning prévisionnel.

L'entreprise devra la dépose des cloisons et portes non conservées, du revêtement de sol et le curage de la sous couche.

### INSTALLATION DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra comprendre dans son offre de prix l'installation d'une base vie de chantier et sanitaires y compris l'ensembles des raccordements. Cette installation sera maintenue le temps de l'intervention de désamiantage.

#### Accès

L'entrepreneur titulaire aura à sa charge l'aménagement de l'accès chantier, cantonnement, SAS d'accès y compris ensemble des affichages avant toute intervention.

L'entrepreneur titulaire doit la fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier portant toutes les indications réglementaires et notamment la signalétique et adaptée indiquant le danger dû à l'amiante et l'interdiction d'accès au public.

### TRANSPORT ET TRAITEMENT

L'Entrepreneur devra comprendre dans son offre de prix l'évacuation dans les règles (évacuation des déchets et de la colle en CSDU de classe 1) et élimination des déchets dans une déchetterie adaptée.

### ANALYSE

L'Entrepreneur devra comprendre dans son offre de prix les analyses réglementaires.

### PRESTATIONS DIVERSES

L'Entrepreneur devra comprendre dans son offre de prix l'ensemble des prestations suivantes :

- Etablissement PPSPS et plan de retrait réglementaire
- DOE avec remise de tous les documents administratifs
- Documents à remettre auprès du Coordonnateur SPS
- Prestations diverses relatives aux installations de chantier

BET FERRER - 128, avenue du Marquisat 31 170 TOURNEFEUILLE Tel : 05.34.51.48.48 - Fax : 05.34.51.48.49 Mail : contact@betferrer.fr	Dos	Phase	Document	Date initiale	Ind.	Modifié le	Page 10/10
	1009	PRO	CCTP	Juillet 2025	0	-	Rédacteur : Julien FERRER